

GRAND ROVALTAIN

Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale
du Grand Rovaltain Drôme-Ardèche

COMITE SYNDICAL

SEANCE du Mardi 29 septembre 2026

Réuni en séance ordinaire, le 29 septembre 2026 à 18H00 à Chatuzange-le-Goubet, sous la présidence de Lionel BRARD, président du Syndicat mixte fermé SCoT du Grand Rovaltain Drôme-Ardèche suivant convocation en date du 18 septembre 2026, conformément aux dispositions des articles L.2121-10 à L.2121-12, L.5211-1 et L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et règlement intérieur du Syndicat,

Composition de la séance :

Nombre de délégués en exercice : 43

Nombre de délégués présents : 30

Mesdames CLEMENT, FAURE, FREMONT, GUILLEMINOT, JANTON, JAUBERT, JEANY, JUNG, Messieurs BARRUYER, BASSET, BRARD, CHANTRE, DARD, DE BUEGER, DELOCHE, DESPESE, DUCLAUX, DURIF, ESTEVES, HOURDOU, LABADENS, LAPIERRE, LE GALL, PEUDEVIN, POUILLY, SENECLAUZE, VALETTE, VALLA, WANTIEZ, WOZNIAK.

Nombre de délégués excusés : 13

Mesdames GOUMAT, MORFIN, PORTAL, ROUSSON, VIGIER, Messieurs COAT, CROUZET, KOSZULINSKI, LAURENT, LEYNAUD, MIENVILLE, MUSSARD, REYNAUD,

Nombre de délégués ayant donné pouvoir : 7

Pouvoirs : De M. CROUZET à M. HOURDOU, de M. KOSZULINSKI à Mme FREMONT, de M. MIENVILLE à M. CHANTRE, de Mme MORFIN à M. LE GALL, de M. MUSSARD à M. BASSET, de Mme PORTAL à M. BARRUYER et de Mme VIGIER à Mme GUILLEMINOT.

Conformément à l'article L.2121-15 du CGCT, le Comité Syndical désigne parmi ses membres, Bruno SENECLAUZE en qualité de secrétaire de séance.

DELIBERATION n° DCS 26-31

Objet : Arrêt de la révision du SCoT du Grand Rovaltain

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L143-17 à L143-27 portant sur l'élaboration du SCoT, L143-29 à L143-31 portant sur la révision du SCoT et L141-1 à L141-11 et L141-13 à L141-19 portant sur le contenu du SCoT ;

Vu le code de la construction et de l'habitat ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des SCoT ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et notamment son article 192 définissant l'artificialisation du sol ;

Vu la délibération du Conseil régional AURA du 29 juin 2022 prescrivant la modification du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ;

Vu la lettre circulaire du 4 août 2022 du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires adressée à l'ensemble des préfets ;

Vu la délibération n°16-16 en date du 25 octobre 2016 du comité syndical du SCoT Grand Rovaltain approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale ;

Vu l'article L143-10 du Code de l'urbanisme portant sur l'extension du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale ;

Vu les articles L131-1 et L131-2 du Code de l'urbanisme précisant les documents avec lesquels le SCoT doit être compatible ;

Vu la délibération n°22-11 du 18 octobre 2022 portant sur le rapport d'analyse de l'application des effets du Schéma de Cohérence Territoriale et la décision de réviser, laquelle précise en I. le contexte juridique, en II. la méthode et les limites de l'évaluation, en III. la communication du rapport d'analyse des résultats, en IV. l'analyse de l'application du schéma, en V. la décision de réviser le SCoT et la définition des objectifs poursuivis au travers de la révision, en VI. les modalités de la concertation ;

Vu la délibération n°24-10 du 24 septembre 2024 portant sur la précision des objectifs poursuivis, laquelle stipule en I. Contexte actualisé de la révision, II. Décision de préciser et compléter les objectifs poursuivis par la révision, en II.A. Rappel des objectifs de la révision du SCoT arrêtés par la délibération DCSn°22-11 du 18 octobre 2022, en II. B. Précision des objectifs de la révision du SCoT arrêtés par la délibération DCS n°22-11 du 18 octobre 2022 et en II. C. Compléments des objectifs de la révision du SCoT arrêtés par la délibération DCS n°22-11 du 18 octobre 2022,

Vu la délibération n°25-13 du 16 décembre 2025 prenant acte du débat sur les orientations du PAS,

Vu la délibération de ce jour approuvant le bilan de la concertation,

Vu le projet de SCoT révisé annexé à la présente délibération, comprenant les pièces prévues au L. 141-2 du code de l'urbanisme à savoir le projet d'aménagement stratégique, le document d'orientation et d'objectifs et les annexes prévues,

Entendu le rapport présenté par le Président,

Exposé des motifs

I. Prescription de la révision et objectifs poursuivis

Par délibération du 18 octobre 2022, le comité syndical a tiré les enseignements de l'analyse des résultats de l'application du SCoT approuvé en 2016 et a décidé d'engager sa révision. Les objectifs ont été précisés et complétés par délibération du 24 septembre 2024 afin notamment d'intégrer les évolutions législatives, réglementaires et territoriales intervenues depuis la prescription.

La révision poursuit en particulier les objectifs suivants :

A. Objectifs visant à répondre à l'obligation légale de mise en compatibilité du SCoT et de modernisation :

- Prendre en compte l'extension du périmètre du SCoT pour intégrer les communes d'Arlebosc, Bozas, Colombier-le-Vieux, Pailharès, Saint-Félicien, Saint-Victor et Vaudevant membres de l'ancienne communauté de communes du Pays-de-Saint-Félicien aujourd'hui membres d'Arche Agglo.

L'appartenance de ces communes à la catégorie des communes rurales autonomes peu denses à très peu denses au sens de l'INSEE et du 4° de l'article L141-8 du code de l'urbanisme sera prise en compte de manière à consacrer une approche adaptée aux enjeux démographiques et de développement de cette catégorie de communes.

- La mise en compatibilité du SCoT avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bas Dauphiné Plaine de Valence approuvé le 23/12/2019 était requise conformément aux dispositions des articles L131-1 et L131-2 du code de l'urbanisme. Cette mise en compatibilité permettra de mieux prendre en compte les enjeux de la transition hydrique tels que définis notamment dans les orientations du SAGE en vue de préserver l'état de la ressource en eau, de sécuriser l'accès pour tous à la ressource, de garantir sa disponibilité dans le temps et plus généralement d'adapter l'ensemble du Grand Rovaltain y compris sur la partie du territoire non concernée par le SAGE, aux conséquences des tensions hydriques liées au changement climatique.
- La modernisation du contenu du SCoT rendue obligatoire par l'ordonnance de juin 2020 en cas de révision.

B. Objectifs visant à prendre en compte les évolutions des documents cadres avec lesquels le SCoT devra être compatible avec :

- la mise en compatibilité du SCoT avec la charte du Parc Naturel Régional du Vercors.

- la mise en compatibilité du SCoT avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la région Auvergne Rhône Alpes une fois sa modification approuvée.
- la mise en compatibilité avec le schéma régional des carrières Auvergne Rhône Alpes arrêté le 8 décembre 2021.

C. Objectifs visant à accompagner des dynamiques territoriales nouvelles pour favoriser :

- Le développement et la promotion de formes urbaines et architecturales attractives adaptées aux besoins des villages ruraux et de nature à garantir dans le temps long leur développement et leur résilience.
- L'adaptation des niveaux de production de logements définis par le SCoT approuvé en 2016, à l'endroit des villages de l'espace rural et des bourg-centres adossés aux zones tendues au sens de la loi SRU. Cette adaptation interviendra dans le cadre d'une approche mutualisée hors logement social portée par un PLUi.
- La consolidation de l'attractivité du Grand Rovaltain au travers de dispositifs adaptés destinés à permettre :
 - o Le maintien et la croissance des industries existantes et l'accueil de nouvelles industries manufacturières créatrices d'emplois et de valeur dans le cadre de la stratégie de réindustrialisation des territoires initiée et mise en œuvre par la Région Auvergne Rhône Alpes ;
 - o L'implantation d'hébergements et d'équipements touristiques de plein air en lien avec les stratégies de tourisme durable et responsable mises en œuvre par les départements de la Drôme et de l'Ardèche ;
 - o L'adoption d'un cadre adapté pour répondre aux besoins de logements et d'hébergements des travailleurs saisonniers, notamment de la filière agricole.
- Le maintien d'une trajectoire démographique qui témoigne de l'attractivité du territoire mais ajustée afin de prendre en compte les évolutions prospectives du modèle Omphale de l'INSEE mis à jour en juillet 2023 ainsi que les tendances observées dans le Grand Rovaltain depuis 2016 avec corrélativement ajustement spatialisé des besoins en logements et en création d'emplois.
- L'affirmation du projet de territoire en faveur du bioclimatisme dans l'esprit de la loi « Climat et résilience », de la loi « pour la reconquête de la Biodiversité, de la nature et des paysages », de la loi « Accélération de la production d'énergies renouvelables », au travers notamment des orientations prises en matière :
 - o de réduction de l'artificialisation non compensée et de protection et de mise en valeur des sols par la restauration de leurs fonctions écosystémiques ;
 - o de protection et de restauration de la ressource en eau pour garantir sa disponibilité en tout lieu du Grand Rovaltain ;
 - o de conservation et restauration de la biodiversité dans ses différentes composantes (spots de biodiversité à haute valeur écologique et patrimoniale, réseaux cohérents de zones humides fonctionnelles, corridors écologiques garantissant les continuités écologiques et génétiques, réseaux de haies, petits boisements et bosquets, nature en ville) ;
 - o de production, stockage et distribution d'énergies renouvelables et bas carbone ;
 - o de formes urbaines, villageoises et architecturales adaptées aux attentes des communes et de leurs habitants ;
 - o d'espaces économiques adaptés (localisation, superficie) aux besoins de développement des différentes composantes du territoire.
- L'affirmation du SCoT comme outil opérationnel de planification adaptative et agile sur le long terme au travers de l'adoption du programme d'action visé à l'article L141-19 du code de l'urbanisme afin notamment d'anticiper les grandes évolutions du territoire au-delà de 2031.

II. Principales ambitions du Projet de SCoT

A. Le Projet d'Aménagement Stratégique : un cap stratégique décliné en trois ambitions

Le comité syndical a débattu, le 16 décembre 2025, des orientations du projet d'aménagement stratégique. Celui-ci organise le projet de territoire autour de trois orientations fondamentales :

- Une cohérence territoriale à visée bioclimatique :
- Equilibre et bien vivre :
- Un territoire solidaire des grands équilibres écologiques, naturels, forestiers et agricoles qui fondent sa résilience et son dynamisme :

B. Le Document d'Orientations et d'Objectifs : la traduction opérationnelle et spatialisée des ambitions du PAS

Conformément à l'article L. 141-4 du Code de l'urbanisme, le Document d'Orientations et d'Objectifs détermine les conditions d'application du Projet d'Aménagement Stratégique. Il assure ainsi la traduction opérationnelle des ambitions qui structurent le projet de territoire du Grand Rovaltain.

Le DOO reprend et décline les orientations définies par le PAS. Il en précise les attendus, détermine les conditions de leur mise en œuvre et les traduit en dispositions applicables aux politiques publiques, aux documents d'urbanisme locaux ainsi qu'aux opérations d'aménagement concernées.

Le DOO est structuré autour de cinq grandes parties complémentaires :

- La première partie, intitulée « Une cohérence territoriale à visée bioclimatique », définit le cadre transversal du projet.
- La deuxième partie, intitulée « Un territoire solidaire des grands équilibres écologiques, naturels, forestiers et agricoles qui fondent sa résilience et son dynamisme », traite de la préservation, de la gestion et de la régénération des ressources naturelles du Grand Rovaltain.
- La troisième partie, intitulée « Sobriété foncière et santé des sols au service de l'armature bioclimatique », traduit les ambitions du projet en matière de maîtrise de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et de réduction progressive de l'artificialisation des sols.
- La quatrième partie, intitulée « Équilibre et bien vivre », traduit le projet en matière d'organisation et de fonctionnement du territoire.
- La cinquième partie, intitulée « Cartographie de la préservation du territoire et de ses ressources », assure la spatialisation des principales orientations du projet.

Cette organisation permet au DOO de reprendre l'ensemble des orientations du PAS et de les décliner de manière transversale, thématique et territorialisée. Elle rend lisibles les liens entre l'organisation territoriale, les choix de développement, la sobriété foncière, la préservation des ressources et l'adaptation au changement climatique.

Le DOO précise ainsi les conditions permettant de conforter l'armature territoriale bioclimatique, d'assurer un développement équilibré entre les différentes composantes urbaines et rurales du territoire, de répondre aux besoins en logements, en activités, en équipements et en mobilités, tout en maîtrisant l'artificialisation des sols et en préservant la biodiversité, les ressources naturelles, agricoles, forestières et les richesses paysagères.

Le DOO assure ainsi le passage d'un projet politique et stratégique à un cadre opérationnel, territorialisé et opposable dans un rapport de compatibilité, tout en laissant aux collectivités compétentes les capacités d'adaptation nécessaires à la prise en compte des caractéristiques locales.

C. Un projet cohérent, fondé sur une connaissance actualisée du territoire

Le PAS et le DOO forment un ensemble cohérent et complémentaire dont le contenu est adapté aux caractéristiques, aux besoins, aux ressources et aux capacités d'accueil du territoire. Il a été structuré sur la base des documents constitutifs des annexes dont le diagnostic territorial actualisé et les enjeux qui en résultent, conformément à l'article L. 141-3 du Code de l'urbanisme. Il s'appuie également sur les études

spécifiques réalisées au cours de la révision, qui ont permis d'approfondir la connaissance des dynamiques territoriales.

Enfin, l'évaluation environnementale, conduite de manière continue et itérative, a contribué à éclairer les choix retenus, à apprécier leurs incidences sur l'environnement et à intégrer les mesures nécessaires pour éviter, réduire et, le cas échéant, compenser leurs effets.

Il résulte de l'ensemble de ces travaux que le PAS et le DOO présentent une cohérence d'ensemble et apportent une réponse adaptée, territorialisée et proportionnée aux enjeux identifiés par le diagnostic, aux enseignements des études réalisées et aux conclusions de l'évaluation environnementale.

III. Documents du projet soumis à l'arrêt

Le projet de SCoT soumis à l'arrêt comprend :

- le projet d'aménagement stratégique (PAS) ;
- le document d'orientation et d'objectifs (DOO), comprenant le document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL) ;
- les annexes prévues par le code de l'urbanisme, comprenant notamment le diagnostic territorial, l'état initial de l'environnement, l'évaluation environnementale, la justification des choix incluant l'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et le programme d'actions.

Considérant que le projet ainsi constitué répond aux objectifs fixés par les délibérations des 18 octobre 2022 et 24 septembre 2024 et traduit les orientations débattues le 16 décembre 2025 ;

Considérant que, conformément à l'article L. 103-6 et à l'article R. 143-7 du code de l'urbanisme, le bilan de la concertation a été arrêté ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux articles L. 143-20, L. 143-30 et L. 143-31 du code de l'urbanisme, d'arrêter le projet de SCoT révisé puis de le soumettre aux consultations réglementaires et à l'enquête publique ;

Constatant que le quorum prévu à l'article L.2121-17 est atteint,

LB

LE COMITE SYNDICAL, après en avoir délibéré, à la majorité des voix exprimées par les membres présents,

Nbre total de voix exprimées : 37

Pour : 37 voix dont 7 pouvoirs

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

DECIDE,

D'arrêter le projet de SCoT du Grand Rovaltain Drôme Ardèche, dans l'état des pièces annexées à la présente délibération, comprenant le projet d'aménagement stratégique, le document d'orientation et d'objectifs et les annexes prévues par le code de l'urbanisme,

Étant précisé que l'ensemble des documents composant le projet arrêté sont annexés à la présente délibération.

De soumettre le projet arrêté pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7, L. 132-8 et L143-20 du code de l'urbanisme ;

Étant précisé que les avis émis, ou réputés favorables faute de réponse dans les délais applicables, seront joints au dossier d'enquête publique.

De saisir l'autorité environnementale compétente dans les conditions prévues aux articles L. 104-6 et R. 104-21 à R. 104-25 du code de l'urbanisme ;

D'autoriser le Président à organiser l'Enquête publique, après accomplissement des consultations réglementaires, portant sur le projet de SCoT révisé, conformément à l'article L. 143-22 du code de l'urbanisme et au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

De charger le Président d'accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération, à procéder aux transmissions et saisines requises, à solliciter la désignation de la commission d'enquête ou du commissaire enquêteur et à signer tout document afférent à la poursuite de la procédure.

***Voies et délais de recours :** la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du président du syndicat et d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de son rendu exécutoire. Le recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux. Passé ce délai, la délibération devient définitive.*

Ainsi fait et délibéré en séance du comité syndical, les jours, mois et an susdits. Ont signé au registre tous les membres présents,

La présente délibération sera publiée dans les conditions prévues par l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, tel que modifié par l'ordonnance n°2021-1310 et le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021. Elle deviendra exécutoire après sa publication et, le cas échéant, sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Fait à Chatuzange-le-Goubet,
Le 29 septembre 2026

Le Président,
Lionel BRARD

Le secrétaire de séance,
Bruno SENECLAUZE

